



CABINET DU PRESIDENT

3 octobre 1995

COMMUNIQUE N° 32

Le CNDD condamne l'ignoble assassinat de trois Italiens, deux prêtres de l'ordre des Xavériens, les pères Aldo MARCHIOL, 65 ans, Ottorino MAULE, 53 ans, et une volontaire Mme Katina GUBERT par des éléments de la gendarmerie. Ce crime odieux a été perpétré ce dimanche à Buyengero dans la province Bururi, au sud.

La gendarmerie en question, le corps militaire le plus proche de l'ex-dictateur Jean Baptiste BAGAZA, reprochait aux Xavériens d'avoir dénoncé dans les média occidentales les massacres d'enfants, de femmes et de vieillards dont ils ont été témoins dans le sud du pays.

Le CNDD confirme donc les propos de l'agence italienne ANSA (Rome 1er oct) selon lesquels les victimes venaient de subir des tracasseries de la part des autorités militaires locales parce qu'elles avaient fait des investigations sur le nombre de hutus massacrés par des gendarmes dans cette commune. En fait, ces Italiens ont été assassinés parce qu'ils ont été témoins gênants de massacres d'enfants, femmes et vieillards par des militaires en rébellion. Ils ont été tués pour qu'ils ne puissent pas témoigner. Ce que confirment des observateurs cités par l'Agence France Presse 0312 KEN / AFP-SD10 du 1er octobre 1995.

Le CNDD demande avec insistance que la Communauté Internationale se mobilise pour lancer une enquête sur le terrain pour qu'un Tribunal International poursuive ces gendarmes sans foi ni loi.

Le CNDD attire l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le fait que ce forfait sans nom survient à une période où les journaux burundais à la solde de l'ex-Président BAGAZA diabolisent les Eglises chrétiennes. Des journalistes comme Mme Marie José NIYONZIMA ont

poussé le paroxysme jusqu'à radiodiffuser que "deux prêtres de Bururi seraient dans le maquis avec les bandes armées hutu dans la Kibira". Un autre mensonge ? Le Journal Nation N° 60 du 26 septembre 1995 financé par M. BAGAZA, affirme qu'entre " le 8 août et la première semaine de septembre 1995 Mgr NDORICIMPA Alfred et Mgr NTAMWANA Simon ont présidé à une réunion au Karen (Nairobi) où participaient des proches de l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, M. Léonard NYANGOMA. Or, Mgr NDORICIMPA se trouvait en Corée du Sud pour assister à l'Assemblée des Evêques Méthodistes. Le montage fallacieux de la junte militaire, dont le pouvoir se basait sur la violence, la ruse et le mensonge, ne tient plus.

Qui plus est, dans les milieux militaires et paramilitaires tutsi, circule, depuis deux mois, une liste de prêtres à abattre sur laquelle figurent l'Abbé Michel SINANKWA abattu au tutsiland de Ngagara (Bujumbura) le 19 août 1995 par les miliciens des partis vaincus aux élections de juin 1993; Maximilien BITARIHO, curé de Musango (Bubanza) abattu à Butara en pleine messe avec quelques dizaines de ses fidèles le 17 septembre 1995 par des militaires de l'armée rebelle à la démocratie.

Sur base de cette liste, la chasse à l'homme est en cours contre Mgr Sérapion BAMBONANIRE de Bubanza, l'Abbé Pierre NIYOYUNGURUZA membre de la Conférence des Evêques du Burundi, l'Abbé Ernest BIRIRUKA l'économiste général du diocèse de Ngozi, l'Abbé Victor NTIHABOSE de Muhanga ainsi que les membres hutu du clergé de Musinga. Dans cette liste noire figure aussi le curé de Makebuko, l'Abbé Audace NZOFABARUSHE.

La chasse aux dirigeants des Eglises chrétiennes remonte aux années 80 sous la dictature du Colonel BAGAZA. A cette époque, les prêtres italiens de l'ordre des Comboniens étaient particulièrement visés. Ils furent expulsés dans des conditions humiliantes. Mgr Sérapion BAMBONANIRE et l'Abbé Audace NZOFABARUSHE furent jetés en prison pour plusieurs années.

Cette chasse aux sorcières réapparaît au Burundi au moment où l'ex-Président BAGAZA contrôle la majeure partie du pouvoir d'Etat par l'intermédiaire de la gendarmerie, des "Sans échecs", SOJEDEM, "Sans défaites", le Front Patriotique de la Jeunesse (FPJ), le Premier Ministre Antoine NDUWAYO ainsi que la plupart des caporaux, des sergents et des sous-officiers de l'armée gouvernementale rebelle à la démocratie. Sans aucun doute, ceci explique cela.

Afin de faire échec aux menées fascistes de M. BAGAZA et amener une paix durable au Burundi, la seule solution réaliste est que tous les vrais démocrates du Burundi, d'Afrique et du Monde appuient concrètement, individuellement et/ou collectivement les efforts héroïques des Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) dans leur juste mission de :

1° -protéger la population civile, étrangère et nationale contre l'Armée Rebelle à la Démocratie

2° -forcer l'armée en rébellion à retourner dans les casernes conformément à la décision du Gouvernement légal de décembre 1993.

Dans le cadre de cet effort, le CNDD et son Président Son Excellence Léonard NYANGOMA réaffirment leur volonté d'oeuvrer pour le rétablissement, la restauration de la paix au Burundi à travers le **dialogue** entre frères et soeurs.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte Parole

